



Réformite et réformettes, réformes mal embouchées...

Personne ne peut l'ignorer, d'autant moins avec les crises qui secouent notre société, tout change, et vite en plus. Je ne sais pas ce qu'Albert Camus aurait pensé de notre époque, mais sa réflexion sonne de manière très actuelle dans notre école bien suisse, même si beaucoup de chemin y a déjà été parcouru.

Dans notre canton, une pluie de changements importants sont en cours, à tous les niveaux de l'école obligatoire et post-obligatoire. Le SAEN en fait part à ses membres, régulièrement, dans ses *Flash Info*.

Cette rentrée scolaire foisonne donc de rencontres de préparation et de réflexion autour de projets ambitieux, nécessaires, mais souvent... effrayants pour les acteur-trices du terrain. En effet, changer veut dire s'exposer, se remettre en question, chercher et trouver de nouvelles solutions et habitudes, collaborer avec ses collègues et sa direction. Cela signifie aussi assumer l'entier de la charge actuelle de sa classe et de son collègue, tout en préparant un nouveau fonctionnement. Or, tout ce temps, toute cette énergie, où et comment les trouver, si le quotidien est déjà perçu comme harassant et à la limite du supportable?

Réformer l'école devrait enthousiasmer le corps enseignant. Se permettre de rêver d'une école plus juste, accueillante, fleurant bon la vie, les rires, le plaisir d'ap-

prendre et de découvrir. Cela devrait électriser tous-tes les adultes qui font l'école, susciter des discussions passionnées, des envies, des idées un peu folles, de la légèreté... Malheureusement, c'est plutôt le contraire que l'on constate. Pour quelles raisons? Parce que, trop souvent, on tente d'imposer ces réformes sans s'en donner le temps et les moyens, sans convaincre et motiver d'abord celles et ceux qui devront les concrétiser. Tomber dans ce piège, comme on l'a fait trop souvent dans notre canton, c'est provoquer de l'incompréhension, de la fatigue, de l'irritation, de la frustration, des sentiments de rejet et, *in fine*, de l'épuisement...

Quelques exemples?

Après de longues négociations, les syndicats avaient accepté qu'une mention de 1'800 heures de travail (total annualisé) figure dans le RSten, ceci parce que le pensum d'un-e enseignant-e est bien aussi prenant que la charge de travail usuelle des fonctionnaires. Mais dans certaines écoles, la direction en profite maintenant pour insinuer qu'en fait, les enseignant-es ne travaillent pas assez, puisque de nombreuses heures de travail ne se voient pas, étant accomplies en dehors de la classe.

Au secondaire I, après une longue rénovation des pratiques due à la disparition des filières, nécessitant un

«Le monde change, et avec lui les hommes et la France elle-même. Seul l'enseignement français n'a pas encore changé. Cela revient à dire qu'on apprend aux enfants de ce pays à vivre et à penser dans un monde déjà disparu.»
(Albert Camus)

énorme travail d'adaptation et de formations individuelles, on impose aux enseignant-es une formation en évaluation EDASCOL aux contours mal définis et aux intentions peu claires, provoquant de très nombreuses réactions négatives. Aux cycles 1 et 2, le projet d'enseignement en immersion PRIMA a été mené jusqu'ici (non sans difficultés toutefois) par un certain nombre d'enseignant-es motivé-es, volontaires et compétent-es. Les résultats de cette belle expérience sont encourageants. Problème: les autorités cherchent maintenant à étendre «par la force» ce projet à de nombreuses autres classes, alors que le réservoir de personnes bilingues est (presque) totalement épuisé. On s'échine alors à vouloir pervertir le projet en obligeant des personnes non bilingues à se former (au rabais) pour tenter d'enseigner en immersion. Idée anti-pédagogique et néfaste, laquelle ne peut que faire couler un projet magnifique. Inacceptable!

Oui, il faut adapter l'école à notre époque et la faire évoluer. Toutefois, les changements ne doivent pas être «imposés par la hiérarchie», mais «construits avec la base». C'est la seule manière de faire évoluer positivement notre école. Le SAEN s'y engage résolument, et vous invite à soutenir son action en vous y impliquant vous aussi.

Pierre-Alain Porret, président du SAEN

SAEN Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois
membre du SER (Syndicat des enseignants romands), de l'intersyndicale
des enseignants BEJUNE et de la FPS (formation professionnelle suisse)

Journée syndicale 2022

Mercredi 2 novembre
Mycorama - Evologia - Cernier

Une école plus inclusive... À quel prix ?

Programme :

07h45 Accueil, café, croissants	14h00 Rencontre avec Mme Crystel Graf cheffe du DFDS	14h30 Table ronde et débat sur l'école inclusive :
08h30 Assemblée générale du SAEN		Quelle est la vision des autorités ? Quels sont les obstacles pour les enseignant-es sur le terrain ? Quels moyens doit-on se donner pour construire ensemble une école plus inclusive ?
Rapport d'activités, actualité, résolutions...	Échanges et discussion, 18 mois après son entrée en fonction.	16h30 Fin de la journée
12h00 Apéritif		
12h30 Repas (sur inscription)		

Inscription indispensable (*)
Venez à notre Journée syndicale et emmenez-y vos collègues non-syndiqué-es (**)
(*) sur le site web (www.saen.ch) (**) intéressé-es à adhérer

HEP Partenaire pédagogique

Le corps enseignant sous pression

Comme dans tous les corps intermédiaires, quel que soit le secteur (public, privé, parapublic), la numérisation met une pression supplémentaire sur les collaborateurs et les collaboratrices. D'autant plus que les finalités de l'action professionnelle apparaissent totalement schizo-phrènes: former les élèves, mais en créant un échec scolaire massif, soigner mieux les patient-es en moins de temps et avec un encadrement plus restreint, assurer des spectacles de qualité avec de moins en moins de moyens. Éclairage sur une profession que je connais bien (je la pratique depuis vingt-cinq ans): l'enseignement.

Juin 2022. Une fin d'année scolaire bien chargée, comme les précédentes. Les surplus de travail y ont toujours existé. Mais le recours intensif à des outils informatiques de plus en plus perfectionnés a permis d'institutionnaliser ce trop-plein en le rendant quasi-permanent, en comblant tous les trous qui pourraient apparaître dans l'emploi du temps du corps enseignant. Serait-ce une manière de compenser les vacances et les jours fériés par une augmentation de la charge de travail ordinaire tout au long de l'année?

En plus du contrôle continu, exercé par les directions d'école, de l'avancée de certaines tâches avec la remontée régulière auprès d'elles de documents administratifs

et pédagogiques de plus en plus nombreux, tout semble fait pour ne plus laisser d'interstices dans nos activités, avec même, suprême arnaque, l'injonction qui nous est faite de nous organiser en dehors de l'horaire normal pour placer des suivis pédagogiques supplémentaires, comme tous les travaux personnels!

Je ne vois aucune perspective constructive à cette évolution, avec simplement des burnouts devenus de plus en plus courants dans la profession enseignante, des maladies plus fréquentes et des absences ponctuelles de plus en plus nombreuses.

Personne, dans la hiérarchie administrative, ne semble conscient des dangers potentiels et réels de cette mise

sous pression permanente. Que faire pour améliorer les choses? Sans un mouvement syndical fort dans les services publics, la messe semble être dite.

Un espoir: après des années d'un individualisme forcé, il semblerait que les jeunes générations de fonctionnaires soient sur le point de renouer avec des combats syndicaux de type collectif.

Les mirages médiatiques exaltant la société numérisée mise en place par les réseaux se dissipent: notre vie quotidienne a en effet été bouleversée par le recours intensif à l'informatique dans tous les domaines de notre existence, mais la nature humaine est restée la même.

Les ravages de la numérisation étant devenus percep-

tibles pour chacune et chacun (sauf pour certain-es dirigeant-es politiques toujours en retard d'au moins une guerre), le moyen le plus efficace de s'y opposer est bien sûr l'action collective. Un retour de manivelle salvateur qui n'est pas encore assez marqué à mon goût. Il y aurait peut-être lieu que les ancien-nés donnent un petit coup de main aux nouveaux et aux nouvelles, juste pour les aider à être efficaces plus rapidement, car la détérioration des conditions de travail dans la fonction publique intermédiaire nécessite une réaction rapide.

John Vuillaume